

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste et révolutionnaire

**PSA
CT
VÉLIZY**

04 février 2020

« Ni bac Blanquer, ni retraites de misère »

La majorité des cheminots et des traminots de la RATP ont certes dû mettre fin au mouvement de grève illimitée, entamé le 5 décembre dernier, contre la réforme des retraites. Mais la riposte aux attaques gouvernementales engagée depuis deux mois n'est pas terminée. Les milliers de pompiers qui ont manifesté à Paris le 28 janvier dernier, la grève des hôpitaux le 14 février prochain, la mobilisation à EDF où on multiplie coupures de courant et baisses de production en sont la preuve. Dans l'Éducation nationale aussi, le mouvement continue.

Les raisons de la colère

Dans l'Éducation nationale, elles sont nombreuses. Le métier d'enseignant va être « redéfini », dans le but affiché de réduire la dépense publique. Les vagues promesses de revalorisation salariale se sont envolées et la réforme des retraites va toucher les pensions de plein fouet. Mais c'est la réforme Blanquer du lycée et du bac qui a mis le feu aux poudres dernièrement. Un nouveau bac inégalitaire, dépendant du lycée où on le passe, et qui n'offre pas les mêmes perspectives selon qu'on le passe dans un lycée de quartier populaire ou dans un lycée élitiste de centre-ville.

Ces deux dernières semaines ont commencé les épreuves locales anticipées de ce nouveau bac. Un bac dont ni les profs ni les élèves ne veulent mais qui est imposé brutalement d'en haut. La mobilisation du personnel et des lycéens a permis d'annuler, de reporter ou de perturber ces épreuves dans plus de 500 lycées, soit un tiers des établissements. Sur les blocages, on a pu voir aussi cheminots et conducteurs de bus en lutte venir leur prêter main forte, renvoyant en quelque sorte l'ascenseur aux profs venus les soutenir depuis deux mois.

Le bulldozer Macron vers le précipice

Mais le gouvernement voudrait son nouveau bac coûte que coûte, alors que les deux premières semaines d'épreuves ont montré que c'était déjà un fiasco. Alors il envoie les flics faire la loi dans les

lycées. On enferme les élèves, certains d'entre eux finissent en garde à vue, des profs mobilisés se retrouvent poursuivis en justice.

Les attaques du gouvernement contre les travailleurs s'enchaînent si vite, la haine accumulée à son encontre est si forte, il craint tellement que l'ensemble de notre camp social relève la tête pour de bon, qu'il choisit la répression et la posture « droit dans ses bottes ». Ce qui pourrait bien se retourner contre lui.

Tous ensemble !

La lutte contre la réforme des retraites n'est pas celle des « régimes spéciaux » mais notre lutte à tous : ce sont les pensions et l'âge de départ de tous les travailleurs qui vont être affectés. De même, la lutte dans les lycées est la nôtre, pour que nos enfants, les élèves des classes populaires, ne soient pas une nouvelle fois sacrifiés sur l'autel de la réduction des dépenses publiques.

À chaque attaque gouvernementale, on trouve des centaines de milliers de personnes qui ne se laissent pas impressionner par leurs postures de matamores et décident de riposter. Un exemple précieux pour l'ensemble du monde du travail, dans le public et le privé, qui a bien des coups à rendre à un gouvernement et un patronat dont l'arrogance ne fait que souligner la faiblesse.

Schizophrène un jour...

Instant « people » sur le site de Vélizy avec la visite de Carlos Tavarès et de Jean-Christophe Quémard aux ateliers de validation. Si tout s'est (évidemment) bien passé selon les (habituels) compte-rendus officiels, les participants ont semblé (officieusement) plus mesurés devant le vocabulaire rien moins que châtié employé pour parler du niveau Qualité des projets et le discours culpabilisateur vis-à-vis du travail des équipes.

Mais rappelons à nos grands califes à la mémoire sélective que si nous ramons comme des galériens en bout de chaîne, c'est bien à cause de leur politique : des embauches et des moyens supplémentaires, voilà ce qu'il nous faut !

... psychopathe toujours

Ça dure une petite demi-heure et ça fait froid dans le dos. De quoi s'agit-il ? De l'intervention surprise du même Manager de l'année à l'assemblée GPSQ. C'était en anglais mais on vous en traduit les meilleurs morceaux. La réglementation CO2 ? Une arme pour tuer les autres constructeurs. Les fournisseurs ? Inacceptable que leurs marges soient supérieures à la nôtre. D'ailleurs il est temps de leur infliger de nouvelles pénalités sous couvert d'exigences Qualité. Et pour finir l'exercice en beauté, un « *Vous vous trouvez stressés ? Vous n'avez pas vu vos managers se faire cogner en Comité exécutif* ». Et bien qu'à cela ne tienne : à nous de rendre les coups !

Plan de démotivation et de mal-être

15 groupes de travail et 18 mois de réflexions pour « *apporter de la sérénité aux salariés et (...) offrir des conditions de travail propices au bien-être* » nous annonce fièrement la direction. Au programme ? Télétravail ou TAD en veux-tu en voilà (l'arme absolue pour limiter les interactions sociales), outils collaboratifs en pagaille et « *Mindfulness* » pour supporter les « *nouveaux espaces tertiaires plus modernes, plus collaboratifs et plus flexibles* » (!). On espère que ce jus de cerveau n'aura pas coûté trop cher eu égard à ces piètres conclusions. Mais que la Direction se rassure : la pleine conscience de leur enfumage, on l'a déjà !

Deux poids, deux mesures

Laconique communiqué de presse du Groupe le 25 janvier dernier pour évoquer la gestion de la crise sanitaire qui secoue la Chine depuis mi-janvier. On y évoque certes le rapatriement de Wuhan des 38 Français (employés PSA et leur famille). Les ouvriers chinois (sans précisions sur leur nombre) sont quant à

eux laissés entre de bonnes mains, le Groupe travaillant « en totale collaboration avec les autorités chinoises ». Pas vraiment de quoi être rassurés pour eux. Et si on avait un doute sur le fait que nos grands patrons étaient pressés de quitter le marché chinois, le voilà levé...

Tavares le licencié en série

PSA continue de démanteler Opel en annonçant vouloir se séparer de 4 100 collègues, 2 100 postes seraient supprimés d'ici 2025 et les suivants d'ici 2029. Avec cette nouvelle annonce ce serait 10 000 suppressions de postes auxquelles PSA aurait procédé depuis le rachat d'Opel, soit un quart des effectifs ! C'est cela la méthode Tavares pour garantir aux actionnaires des super profits.

Quand Tavares déclare que la fusion avec FCA n'aura pas de conséquence sur l'emploi, c'est vraiment nous prendre pour des demeurés.

La valse des chefs continue

Notre ancien directeur, Gilles Le Borgne, parti officiellement pour « *raisons personnelles* », n'a pas mis longtemps à se recaser... chez Renault où il prend la direction de l'ingénierie.

Les transferts de cadres dirigeants d'un groupe à l'autre sont monnaie courante. C'est vrai que chacun de ces mercenaires a ses lettres de noblesses : plans de suppressions de poste, accroissement de la charge de travail, magouilles en tout genre... il y a concurrence !

L'école de la matraque

Après les transports, l'Éducation nationale a pris le relais de la lutte contre Macron et sa politique : réforme des retraites, bas salaires, manque de moyens, conditions de travail... Et aussi contre la réforme du Bac qui accélère la sélection des jeunes en fonction de leur lycée d'origine et alourdit la charge de travail des personnels.

Pas de chance pour le gouvernement, c'est en janvier que commençaient les premières épreuves du nouveau Bac Blanquer-Macron. Alors profs et lycéens se sont mis en ordre de bataille pour les perturber. Plusieurs centaines de lycées ont déjà été touchés par cette nouvelle grève du Bac, dont les épreuves ont dû être reportées dans plus de 160 établissements.

Blanquer a donc tout fait pour faire passer son bac coûte que coûte : élèves séquestrés dans les salles d'examen, lacrymos et matraques contre les lycéens, intervention des flics dans les lycées, poursuites disciplinaires ou pénales contre les profs ou les élèves grévistes. La méthode Castaner appliquée à l'école.